

La vague de solidarité sociale contre le coronavirus les a-t-elle oubliés ?

02.04.2020 | La vague de solidarité sociale contre le coronavirus les a-t-elle oubliés ?

La communauté africaine subsaharienne établie au Maroc subit de plein fouet les répercussions de la crise du coronavirus. L'a-t-on oubliée ?

Leur nombre exact n'est pas connu, il a d'ailleurs toujours fait l'objet de nombre de spéculations, tout en restant constamment abstrait. Entre résidents réguliers et irréguliers, ils seraient plus d'une centaine de milliers à vivre parmi nous. Mais on imagine bien que ce nombre ne constitue que la partie apparente de l'iceberg. Eux ce sont les migrants subsahariens établis au Maroc de façon régulière ou irrégulière, auxquels s'ajoute la communauté de réfugiés qui fluctue d'année en année, au gré des conflits et des crises humanitaires, entre 5000 à 10.000 personnes.

Fragiles communautés

Parmi ces deux communautés, fragiles en majorité, même en temps normal, la pandémie actuelle de coronavirus fait office de double peine. Et tout à fait légitimement, beaucoup parmi ces migrants se posent une question simple, mais lourde de sens : sommes-nous concernés par les mesures de solidarité

sociale mises en oeuvre par le Maroc en faveur de ses enfants les plus démunis ? «Nous sommes conscients que le Maroc a ses propres problèmes et nous ne voulons surtout pas en rajouter en devenant un problème supplémentaire.

Mais au-delà de l'embarras que cette situation suscite parmi les membres de notre communauté, le fait est que beaucoup parmi nous se retrouvent actuellement sans la moindre ressource, dans un contexte de pandémie. Toute aide serait donc la bienvenue», nous dit Diagbadou Sidiki Camara, président de la Plateforme pour l'Emergence des Guinéens Résidents au Maroc (PEGUIM) qui tient à préciser : «Heureusement que tout le monde n'est pas dans la même situation. Des membres de notre communauté qui ont réussi au Maroc sont en effet nombreux. Mais ils ne constituent qu'une petite minorité».

Il est vrai que tous les migrants ne sont pas logés à la même enseigne, comme il est vrai que leur communauté n'est pas un ensemble monolithique et uniforme où tous les membres pâtissent de la misère. Mais il est vrai aussi que la majorité absolue des africains subsahariens installés au Maroc de façon régulière ou irrégulière vitote, au jour le jour, en exerçant des petits métiers.

Très actifs dans l'informel, les membres de cette communauté sont ainsi en première ligne des répercussions économiques générées par la crise du coronavirus. Parmi les allées aujourd'hui désertes de Derb Ghallef ou du marché Korea à Casablanca où ils étaient nombreux à assurer de menus services dans la réparation de téléphones portables, le bricolage d'appareils électroniques ou la simple manutention, toute vie a disparu et avec elle les maigres ressources de ces petites gens de la migration aussi.

«Certains de nos compatriotes résidents dans les quartiers de Takaadoum et de Douar El Koura à Rabat qui se sont retrouvés, du jour au lendemain, sans la moindre source de revenus sont actuellement harcelés par les propriétaires des maisons qu'ils

louent pour acquitter leur bail. Et étant dépourvus de moyens, ils risquent l'expulsion», déplore à ce propos le président du PEGUIM .

Libres de circuler, mais

Autre son de cloche du côté de la communauté sénégalaise, plus ancrée au Maroc et visiblement mieux intégrée. «Les temps sont certes durs, mais ils le sont pour tout le monde. Dans ce contexte de crise généralisée, les milliers de sénégalais du Maroc font jouer la solidarité intracommunautaire, mais ils bénéficient aussi d'une forte écoute et d'autant de réactivité de la part des autorités marocaines», nous dit Max Last, Secrétaire Général du comité de gestion de l'Association des Résidents Sénégalais au Maroc (ARSEREM). Celui-ci précise que : «plusieurs actions ont été entreprises par son association au niveau des délégations des villes de Lâayoune où une caisse alimentée par les aides communautaires provenant de tout le territoire marocain a été mise en place, ainsi qu'à Agadir où des associations locales marocaines se sont mobilisées au profit des migrants».

Selon notre interlocuteur, même si aucune aide matérielle n'a pour le moment été fournie par les autorités marocaines, celles-ci font preuve d'une grande réactivité pour ce qui est de l'appui sanitaire. «Depuis le début de la crise, nous n'avons enregistré qu'un seul signalement de cas de Covid-19 parmi notre communauté. Les autorités l'ont aussitôt pris en charge. C'était à Rabat et il s'est avéré négatif».

Concernant les permis de circuler dont les migrants irréguliers seraient selon plusieurs témoignages privés, Max Last est également catégorique : «C'est une question d'humanisme et à ma connaissance les attestations de quitter le domicile sont délivrées aux membres de notre communauté de façon systématique, qu'ils soient légalement ou irrégulièrement établis au Maroc. Nous sommes donc libres de circuler. Mais circuler pour aller où et pour faire quoi lorsque l'on sait que tout est fermé et que la plupart des

ressources se sont tariées ?».

En dépit de quelques actions individuelles de solidarité entreprises au profit de cette communauté par quelques âmes charitables marocaines, le pessimisme reste donc de rigueur. Tous gestes ou actions, notamment économiques, mêmes symboliques de la part des autorités marocaines au profit de cette communauté désormais réfugiée sous nos cieux, seraient estimés à leur juste valeur. Les derniers espoirs des migrants en situation de précarité sont désormais tournés vers la prochaine vague d'aide étatique qui sera attribuée aux ménages non affiliés au régime du RAMED. Ce qui est leur cas.

Source

: https://www.lopinion.ma/La-vague-de-solidarite-sociale-contre-le-coronavirus-les-a-t-elle-oublies_a1984.html

M. FOFANA & H. LEBABI